

Compte-rendu PLENIERE – 18 octobre 2021

La Plénière s'est déroulée à Paris, au Centre International de Culture Populaire.

Présent.es

Marco PaoliBureau, trésorier(Concordia)Olivier LenoirBureau, membre(Union REMPART)Nils GuyotBureau, membre(SJ, Sem&Vol)

Floriane Crolas Études et Chantiers

Marie-Christine Abiska Jeunesse et Reconstruction Emilie Karponiez Service Civil International

Stéphane Victorion CORAC (CJPCA)

Cristelle Sohares CORAC

Thierry Kuta Cotravaux AURA Roland Defendini Cotravaux AURA

Alessandra Marano Cotravaux Nouvelle Aquitaine

Angéline MartinCotravaux Ile de France(GRIF)Coline PansartCotravaux Ile de France(Concordia)Marylou AlberoCotravaux Occitanie(SJ, Citrus)

Équipe de Cotravaux

Véronique Busson Mission Volontariats

Léone Clerc Mission Formation et Vie du réseau

Philippe Pereira Délégué National

Excusé.es

Matina Deligianni (Solidarités Jeunesses) François Berte (Club du Vieux Manoir)

Un tour de table est effectué pour que tout le monde puisse se présenter.

1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est adopté par les membres de la Plénière.

2. ADOPTION DE COMPTES-RENDUS

Les membres de la Plénière adoptent à l'unanimité le compte-rendu de la dernière Plénière – le 15 et 16 avril 2021 – ainsi que celui du dernier Conseil d'administration, réalisé le 12 juillet 2021.

3. CHANTIERS ET SAISON 2021

Cotravaux Auvergne-Rhône-Alpes

Les membres de Cotravaux Auvergne-Rhône-Alpes ont vécu, malgré encore des complications liées à la crise sanitaire, une assez belle saison 2021 avec 66 chantiers, 13 reprogrammés en 2022 (11 au taux de remplissage insuffisant, 2 reportés par les collectivités).



Ils constatent des inscriptions très tardives des bénévoles ce qui engendrent de fortes incertitudes et des difficultés de mise en œuvre ainsi que le manque de candidatures d'encadrants. Les participants étaient majoritairement français (recrutements locaux, jeunes issus de centres sociaux, etc.) avec une légère reprise de l'accueil de bénévoles internationaux (européens surtout venus d'Espagne et d'Italie). Ils ont également observé des relations humaines et sociales beaucoup plus compliquées qu'à l'accoutumée.

Les membres du réseau ont pu échanger quelques mots sur la différence des attentes des bénévoles et des volontaires notamment chez les plus jeunes avec des profils différents (étudiant.es et jeunes avec moins de bagage scolaire). Il faudra penser et réfléchir à l'insertion de toutes et de tous pour les accompagner dans les années à venir à travers les chantiers et les engagements volontaires proposés par les associations du réseau.

Cotravaux Ile-de-France

Les membres de Cotravaux Ile-de-France ont pu réaliser 38 sessions programmées (36 réalisées, quelques reports sur les vacances de la Toussaint ou sur 2022) avec un taux de remplissage entre 60 et 70 % sur les sessions adultes et de 100 % sur les chantiers ados. Sur certains chantiers, le format du chantier était adapté à la situation avec un mix entre avec hébergement et sans hébergement pour notamment les jeunes locaux qui ont répondu présents sur ces sessions.

Comme les autres régions, Cotravaux Ile-de-France recense également des difficultés de recrutement pour les équipes d'encadrement, un manque de matériel conséquent (bois, échafaudages, etc.), une gestion peu évidente des arrivées et des départs des bénévoles et des volontaires en lien notamment avec les tests Covid effectués.

Enfin, les membres de Cotravaux Ile-de-France observent une lecture différente des décrets d'application des DR liés au couvre-feu au printemps mais également, des directives estivales – reçues très tardivement pour cet été – tout en constatant le manque de réactivité de nombreuses Agences Régionales de Santé et des services déconcentrés de l'État.

Cotravaux Nouvelle-Aquitaine

Cotravaux Nouvelle-Aquitaine a recensé cette année sur son territoire 90 sessions programmées (15 annulation par des communes principalement, peu d'inscriptions sur certaines) avec une faible notion d'interculturalité relative au manque de bénévoles et de volontaires internationaux. Pour pallier le manque d'internationaux, Cotravaux Nouvelle-Aquitaine a travaillé avec le CRIJ pour mobiliser plus de jeunes locaux notamment.

Le constat de difficultés de recrutement au niveau des encadrants et encadrantes est commune aux autres régions (sessions BAFA/BAFD annulées, manque de diplômés) et notamment au niveau des chantiers ados. Pour cette question du recrutement des animateurs et des animatrices, le collectif régional a pour projet de se rapprocher d'autres réseaux (woofing, etc.) et d'autres structures (autour de la formation) afin de créer des passerelles de parcours d'animation.

Cotravaux Occitanie

Pour Cotravaux Occitanie, ce sont 68 sessions qui ont été réalisées (76 sessions programmées et quelques annulations pour cause de problèmes de remplissage et d'annulations de collectivités territoriales) et qui se sont bien passées avec une certaine reprise de l'accueil de bénévoles internationaux comparé à 2020 et ceci, malgré une météo peu clémente. Les chantiers étaient plutôt bien remplis avec peu de problèmes de recrutements de bénévoles et de volontaires cependant, comme d'autres régions, la question du recrutement et de la formation des animateurs et des animatrices est omniprésente au centre des débats. Concernant la crise



sanitaire, la gestion des cas positifs s'est avérée compliquée avec l'ARS. Il n'y a pas eu forcément de contraintes liées au passe sanitaire.

À noter, la visite de la Secrétaire d'État à la jeunesse, Sarah El Haïry, sur un chantier d'une association locale de l'Union REMPART à Castelroc.

CORAC

Concernant la CORAC, ce sont 59 sessions qui ont été réalisées (43 chantiers et 18 annulations) avec la participation de nombreux locaux ainsi que de beaucoup européens et européennes (très peu de bénévoles et de volontaires internationaux hors UE). Les chantiers ados ont été très bien remplis (90 à 100 %) avec une forte demande de ce public contrairement aux autres chantiers qui ont connu des difficultés au niveau de leur remplissage. Au niveau des équipes d'encadrement, il y a eu des difficultés de recrutement cependant et à noter, il n'y a pas eu de difficultés de recrutement d'animateurs et d'animatrices pour les chantiers ados.

Comme les autres régions, la gestion des cas positifs s'est avérée compliquée avec l'ARS et il y a eu également quelques complications liées au passe sanitaire et l'attribution de visas pour la participation européenne

Concordia

75 sessions programmées (contre 45 en 2020, 120 en 2019) avec un taux de remplissage très contrasté et de nombreuses difficultés de recrutement des équipes d'encadrement.

La participation européenne (espace Schengen, à voir avec l'Allemagne car faible participation malgré le grand nombre de partenaires) était au rendez-vous mais manque à l'appel les bénévoles et les internationaux hors UE (Mexique, Japon, Russie, etc.). De nombreuses collectivités locales ont annulé de façon unilatérale les chantiers sur leurs communes.

L'organisation et la gestion de la saison a été marquée par un fort stress pour de nombreuses raison comme la participation des bénévoles et des volontaires (inscriptions très tardives, taux de remplissage contrasté, etc.), les annulations des communes, le manque de matériel, la crise et ses restrictions, etc.

Au niveau de la gestion des cas Covid, il y en a eu en Occitanie (avec des compagnons d'Emmaüs) et en AURA où l'ARS et les services déconcentrés ont été défaillants dans leur accompagnement et leur soutien.

Jeunesse et Reconstruction

L'association a organisé cet été quelques chantiers en AURA mais pas en Occitanie. Elle organisera un chantier en septembre en PACA (pas mal d'européens, plus simple).

Elle a subi, comme bon nombre d'associations, de gros problèmes de recrutements de bénévoles et de volontaires (gestion compliquée du passe sanitaire et de la non-vaccination de certains) mais également d'animateurs et d'animatrices (quelques désistements et annulations de dernière minute). Cette saison a été marquée par une ambiance floue (crise, restrictions, faible participation, annulation de communes et leur manque de soutien, gestion du passe sanitaire, etc.)

L'association se pose la question de la durée d'un chantier de 3 semaines qui pourrait être trop longue au vu du contexte notamment et de toutes ses répercussions.

Solidarités Jeunesses

L'association n'a pas encore les chiffres consolidés cependant, elle observe les mêmes difficultés que les autres membres de Cotravaux au niveau du recrutement des animateurs et



des animatrices, le retour des européens (venant d'Italie et d'Espagne notamment), des projets CES bien remplis (plateforme fonctionne).

Une délégation (Vir'Volt) connait une phase complexe avec la décision des autorités d'une fermeture administrative du site et des difficultés majeures avec le service accueil de mineurs de la SDJES.

Les chantiers ados (avec la présence d'internationaux également) se sont bien passés avec un très bon taux de remplissage et de nombreuses demandes.

Service Civil International

L'association a connu une saison en demi-teinte avec 7 sessions réalisées (9 programmés, Hauts-de-France, Bretagne et Grand Est) avec des annulations par manque de participants et à cause de cas Covid en Grand-Est. Elle a connu également des difficultés de recrutement d'animateurs et d'animatrices.

Sur les 7 sessions réalisées, le taux de remplissage était de 80 % avec des groupes plus petits qu'habituellement (groupe de 6 personnes en moyenne contre 10 d'habitude) et donc une dynamique plus calme.

L'association a fêté son centenaire (avec un an de retard, report en 2020 à cause de la crise).

Au niveau des CES, le placement des volontaires via la plateforme du CES est efficace, les deux équipes étaient au complet.

Pour un chantier, l'association a été contacté une semaine avant le chantier pour savoir si elle pouvait accueillir une jeune mineure en SNU de la région sur ce chantier. Le chantier étant complet, financé en corps européen de Solidarité, le partenaire étant non habitué et/ou préparé à accueillir des volontaires mineurs, et dans un contexte sanitaire particulier où les animateurs devaient adopter une vigilance particulière, l'association n'a pas donné suite.

Études et Chantiers

Comme les autres membres du réseau, l'adaptation était au cœur de tous les aspects de l'association avec notamment, des chantiers très hybrides (chantiers à la journée, chantiers adaptés) et l'accueil de nombreux locaux (70 % de taux de remplissage, 12 personnes maximum par chantier). Comme Concordia, la représentante d'Études et Chantiers a noté une gestion stressante de la saison à tous les niveaux.

25 sessions ont été réalisées (1 chantier annulé par région) dont 2 CES et 3 visites des services JS à CACIAURA.

L'association a été sollicité pour l'accueil de jeunes pendant 15 jours dans le cadre du SNU (département du Cantal) à CACIAURA qui a été refusée par l'association au motif que le projet SNU n'était pas compatible avec le projet associatif et éducatif porté par l'association.

Union REMPART

L'association déplore une saison mitigée avec un printemps très mitigé et une saison d'été qui a commencé avec un fort flou attendant les protocoles d'où un très fort sentiment d'insécurité des organisateurs au niveau local (reprochant au national de ne pas avoir donné de consignes) et de flou dans l'organisation (quelles conditions, comment, avec qui, etc.).

L'association a réalisé 240 sessions (dont 3 accueils Erasmus + échanges de jeunes), loin des chiffres des années standard, et un manque de bénévoles et de volontaires internationaux.

Comme annoncé par Cotravaux Occitanie, la Secrétaire d'État à la jeunesse, Sarah El Haïry, a effectué une visite dans l'association locale de Castelroc (visite dans le Tarn) qui s'est très bien



passée avec la présence de la DRAJES, du rectorat, d'élus et de sénateurs. La Secrétaire d'État a bien entendu que le secteur chantiers existait.

L'union REMPART constate également la gestion compliquée des cas Covid par les ARS et les services déconcentrés notamment, à la fin des chantiers pour que les volontaires repartent ainsi que des difficultés partagées sur le recrutement d'animateurs et d'animatrices.

L'association informe la Plénière du dépôt d'un dossier BAFA (pas de dépôt de dossier BAFD) en septembre : un au niveau national et un autre au niveau régional en Nouvelle-Aquitaine (aussi ouvert au réseau Cotravaux).

Pour conclure, une grande partie des associations ont remonté de très grosses difficultés de recrutements dans les équipes d'encadrants (avec y compris des désistements de dernière minute et même pendant les chantiers – difficultés de recrutement partagées par l'ensemble du monde de l'animation) mais également, dans le recrutement de volontaires (notamment internationaux, hors espace Schengen), des difficultés relationnelles entre encadrants et volontaires = gestion de l'humain a été perçu comme plus difficile cette année. Encore pas mal d'annulations des communes (craintes sanitaires), des difficultés autour du flou des directives (protocole sanitaire reçu tardivement, passe sanitaire, test, etc.) ainsi que du manque de réactivité de nombreuses ARS et des services déconcentrés de l'État.

4. AUTRES ACTIONS

CES de groupes : complexité d'inscriptions chez Concordia alors que le SCI et CACIAURA notamment ont trouvé que la plateforme permettait un placement efficace des volontaires.

Des difficultés rencontrées en Nouvelle-Aquitaine par rapport à la question des CES en tant qu'animateurs, encadrants de chantiers (double financement estimé par la DRAJES NA) ou encore la question des CES de groupe/chantiers. Certaines DRAJES appuient le co-financement des CES et d'autres non. La lecture et le discours n'est pas homogène d'une région à l'autre sur ce dossier.

La CORAC a émis le souhait de faire des CES de groupes et déposera un dossier dans ce sens.

5. FINANCEMENTS 2021

CORAC

50 % de suppression de l'enveloppe du conseil régional (fort soutien aux étudiants et étudiantes donc moins d'enveloppe que les autres années) en deuxième concertation, tous les nouveaux chantiers n'étaient pas financés donc bcp d'annulations de chantiers cette année.

Au niveau de la DRAJES et de la DRAC, les financements sont équivalents, maintien des augmentations faites en 2020 pour palier aussi le manque du conseil régional. Il semble que la nouvelle équipe en DRAJES a une meilleure organisation avec notamment la nomination d'une personne en charge de l'administratif.

La DREAL n'a pas financé cette année, 7 projets financés en 2020 et rien en 2021 (rencontre en novembre pour échanger sur cela).

Cotravaux Occitanie

Grande difficulté pour Cotravaux Occitanie de compréhension autour de la clé de répartition des financements des chantiers au niveau de la DRAJES qui finance de 400 à 1 400 € par chantier sans grille de répartition, enjeux de comprendre cette clé.



Pas de financement côté région.

Cotravaux Nouvelle-Aquitaine

Financement du Conseil Régional en hausse.

Travail sur la valorisation du temps et du travail bénévole.

Au niveau de la DRAC et de la DREAL, il faudra suivre de près les futurs échanges et voir comment ces services appuieront les chantiers en 2022.

Cotravaux Ile-de-France

L'enveloppe globale de la DRAJES n'a pas baissé.

Au niveau de la DRAC, il y a eu beaucoup de demandes (60 000 € en 2021 contre environ 40 000 € les autres années) avec de nouveaux critères (autorisations de travaux, interlocuteurs, visites, etc.) sur l'enveloppe et une gestion administrative compliquée des dossiers. Par ailleurs, le collectif régional émet une certaine inquiétude quant au départ à la retraite de la personne qui suit le dossier pour la DRAC.

Un nouveau directeur des patrimoines a été nommé au niveau du Ministère de la Culture dont l'Union REMPART a déjà été à sa rencontre pour poursuivre la mobilisation des financements, la reconnaissance d'une enveloppe financière sur la valorisation des patrimoines.

DRIE (DREAL IDF): 5 000 € pour Cotravaux IDF sur 2020 et 2021;

Demandes d'aides (avec rapprochement académie et jeunesse) autour des logements (lycée, etc.) mais rien de concret pour le moment. Il existe une porte d'entrée avec la plateforme de la mobilité.

Cotravaux Auvergne-Rhône-Alpes

Personne du coté conseil régional depuis longtemps, mauvaise nouvelle avec réélection de Wauquiez à la région

Tous les départements de la région à droite, quelles conséquences sur les financements ?

Enveloppe de la DRAJES maintenue en 2021, pas d'enveloppe forfaitaire en cas d'annulation de chantiers contrairement à 2020

DRAC : enveloppe de 10 000 € au bon vouloir de l'interlocutrice (financement d'un chantier sur 2) sans critère et sans grille de répartition. Espoir que cette enveloppe globale soit maintenue.

Concertation bilan en présentiel en décembre : mise à plat d'une méthodologie commune avec une grille de répartition.

Financements privés

Cotravaux Nouvelle-Aquitaine émet la possibilité de monter un fonds de dotation (avec notamment des financements privés mais aussi voir ce qui se fait niveau de la CORAC sur la gestion de l'enveloppe), moyen de financer soit mutualisation de moyens (outils, échafaudages, etc.). Se donner de la latitude pour des projets pas dans le cadre du chantiers de bénévoles. Cotravaux Nouvelle-Aquitaine devra tenir au courant les membres de Cotravaux concernant d'éventuelles futures avancés sur ce sujet.

Concernant les financements privés que Cotravaux pourrait solliciter, la Plénière émet une forte réticence concernant les financements privés venant d'entreprises et fondations d'entreprises.



La Plénière décide de faire remonter à la Djepva et à Sarah El Haïry, lors d'un futur entretien, que les services déconcentrés doivent être appuyés et doivent continuer à valoriser et soutenir les chantiers tout en rappelant notre inquiétude de l'entrée des services jeunesse avec la DRAJES et l'académie.

Fort du constat d'un dialogue inter-DRAJES récurrent (vrai problème de lecture par certains et répercussions sur d'autres après dialogue - par défaut d'un manque de ligne général de la DJEPVA), la Plénière souhaiterait voir l'organisation d'une réunion avec les référents chantiers des DRAJES, la Djepva et Cotravaux.

6. TOUR DES COLLECTIFS RÉGIONAUX

Les collectifs régionaux ont fait à tour de rôle un point sur leur vie de réseau, les perspectives 2022 (plan de travail, actions communes, financements, communication, actus des autres réseaux, etc.).

Cotravaux Occitanie

Il n'y a pas eu de visite de chantier cet été entre membres, pas trop d'actions communes depuis pas mal d'années. Cependant, il y a une réelle volonté du collectif de se rencontrer, d'aller à la visite de l'autre pour une meilleure connaissance et interconnaissance de toutes et de tous.

Ils ont tout de même obtenu une petite subvention (1000 €) pour éditer des supports de communication (plaquette ou carte). Pour le moment, il n'y a pas vraiment d'animation du réseau via les outils collaboratifs donc, Cotravaux Occitanie voit d'un bon œil la formation proposée par Cotravaux autour de l'animation de réseau via les outils collaboratifs.

Priorités 2022 : enjeux de compréhension de la clé de répartition des financements de la DRAJES, rencontre des départements (Tarn, Lozère et Ariège) pour essayer d'avoir des financements départementaux, rencontre de la DREAL (alimentation sur les chantiers) et identifier d'autres associations de chantiers sur le territoire et aller à leur rencontre pour renforcer le réseau régional.

Les membres échangent autour de la possibilité d'avoir une plaquette de communication au niveau national qui serait déclinable au niveau régional (voir ce qu'on y met : présentation réseau, présentation membres, actions chantiers et volontariats, etc.). Si cette piste est développée (plaquette institutionnelle et/ou plaquette grand public plus détaillée, il faudra voir dans quelles mesures les Cotravaux régionaux peuvent participer financièrement à ce projet, réfléchir à un chemin de fer, définir les messages clés et éditer ces outils de communication (groupe Campagne, prestataire ou stagiaire...).

Cotravaux Nouvelle-Aquitaine

Le collectif régional a organisé une journée interchantier qui s'est transformée en journée portes ouvertes avec la présence d'élus, de représentants des collectivités territoriales, de la préfète, département. Cette journée a été un joli coup de projecteur pour l'association locale (association de l'Union Rempart) ainsi que de la mairie qui accueille le lieu.

Dynamique locale : formation autour des questions de genre avec le Planning familial sur 3 jours (1 journée en juin et 2 en septembre). La formation s'est très bien passée mais la mobilisation des membres du collectif régional reste compliquée.

Séminaire : temps de travail entre les associations (besoins du réseau, points financiers, etc.), avec la présence de la région ainsi que de la DRAJES.



Cotravaux Nouvelle-Aquitaine a également déposer un projet FDVA 2 innovation avec la rencontre de partenaires espagnols et l'idée de déposer un projet transfrontalier pour stimuler une dynamique internationale avec des réflexions et des échanges autour des programmes Erasmus jeunes et des CES dans les associations qui souhaitent les mettre en place tout en proposant un accompagnement si elles le souhaitent.

Le collectif régional se questionne sur les autres formes de volontariats – autre que les chantiers – et voir comment on les fait vivre notamment les projets européens.

Cotravaux NA a entamé un partenariat avec le CRIJ et a participé à des salons en ligne, à la plateforme des mobilités en Nouvelle-Aquitaine pour informer et sensibiliser les jeunes au réseau et à leurs actions autour des chantiers notamment, levier et première étape comme parcours d'engagement et de mobilité.

Cotravaux Ile-de-France

Il n'y a pas eu d'interchantiers cette année cependant, les membres de Cotravaux Ile-de-France ont réalisé une action commune autour d'un diagnostic des pratiques des Objectifs de Développement Durable et comment on les traite et on les met en œuvre sur les chantiers avec l'appui d'une Volontaire en Service Civique qui aurait dû sortir des fiches pratiques. Il est important de se saisir de ce sujet au niveau national et voir comment on peut avancer et travailler en collégialité.

Les membres de Cotravaux Ile-de-France ont participé avant l'été à une formation sur la prévention et la gestion des violences sexistes et sexuelles et ont pu mettre, à la suite de celleci, en œuvre au niveau du réseau un affichage de positionnement pour la mixité des publics.

Cotravaux lle-de-France a également déposer une demande de FDVA 2 au niveau de la structuration du réseau.

Ses membres signalent que le réseau régional est un peu en standby mais qu'ils ont la volonté de le relancer cependant, ce n'est pas simple de faire réseau, sur quoi, comment tout en ayant un fort renouvellement de ses membres.

CORAC

Journée de lancement à Briançon (situation pas évidente pour le Club du Vieux Manoir avec la commune de Briançon) avec 3 chantiers (CVM, CJPCA, SJ). Journée de valorisation de la CORAC et du CVM à Briançon, chantier sympa, riche en échanges avec les bénévoles et les volontaires, ainsi que la présence de partenaires et notamment du nouveau DRAJES.

La CORAC a participé à des forums en ligne, elle organise des réunions du réseau en novembre, une formation autour du partage sur l'éduc pop, et des réunions de CA ouvertes afin d'ouvrir la gouvernance à des membres peu impliquées sur ce volet.

La concertation bilan se déroulera le 13 novembre.

La CORAC co-organise avec la DRAJES une journée – 15 décembre à Marseille – de valorisation des chantiers de jeunes bénévoles (historique, valeurs et sens, adaptation du projet, pistes de développement, etc.). La DRAJES a la volonté de valoriser les chantiers grâce notamment à la nouvelle équipe de la DRAJES. Thématique : Quel chantier pour 2030 ? Rectorat et partenaires autour de la table.

Cotravaux Auvergne-Rhône-Alpes

Au niveau de la communication, Cotravaux AURA a pu, grâce à la mutualisation du travail de communication de Cotravaux Nouvelle-Aquitaine, édité une plaquette pour pallier le manque de recrutement de bénévoles et de volontaires internationaux. Cette plaquette a bien été relayée au niveau régional et quelques inscriptions ont pu se faire à la suite de cette communication.



Pas d'interchantier cet été, mais organisation d'une journée vie de réseau en septembre (château d'Urfé – Union Rempart) – besoin de créer des actions communes et pas juste sur les temps de concertation. Pour se faire, une journée de formation le 8 décembre est d'ores et déjà inscrite à l'ordre du jour du collectif régional pour structurer le réseau.

Les principales missions de Roland Defendini, chargé de mission de Cotravaux AURA, sont autour de l'édition d'un guide du valorisation des chantiers à destination des élus et des techniciens ainsi également, en lien avec le CA de Cotravaux AURA, de travailler également sur la stratégie financière du réseau régional.

7. ACTUALITÉS INTERNES

Voir annexe 1 – page 10 : actualités internes

8. ACTUALITÉS EXTERNES

Voir annexe 2 - page 15 : actualités externes

9. CALENDRIER DES RÉUNIONS 2021-2022

18 novembre : Bureau (9h30 - 12h30) 16 décembre : CA (10h00 - 17h00)

15 et 16 mars 2022 : Plénière Hauts-de-France

Fin de la Plénière



Annexe 1: Actualités internes

Plan d'action et organisation des groupes de travail

Travail volontaire

RAPPEL: Une nouvelle dynamique de travail au sein de Cotravaux doit se mettre en place, rassemblant toutes les associations, régionales comme nationales. L'une des orientations est d'avoir un pôle "travail volontaire", pour travailler sur une approche globale chantiers-volontariats, avec deux groupes permanents, l'un sur les chantiers et l'autre autour des volontariats long terme (avec beaucoup de temps sur le service civique, mais une approche plus globale) et des temps de travail spécifiques sur les programmes européens et les échanges internationaux (croisement court terme et long terme).

Proposition validée d'avoir un temps de rencontre du réseau le vendredi 17 décembre, le lendemain du CA,

Volontariats http://reseau-cotravaux.org/wiki/?ReunionGrV

Rappels des dernières réunions :

- 20 janvier 2021 « Quel avenir dans le domaine des volontariats pour le réseau Cotravaux ? »
- 20 septembre 2021 : réunion du groupe Volontariats, notamment sur les actualités du service civique et l'organisation des groupes de travail.

Synthèse à l'issue de la réunion :

- -> Maintenir un groupe "Volontariats", portant sur les engagements long terme (pas seulement un groupe "Service civique"). Groupe en même temps technique et politique : réflexion collective sur le volontariat long terme et suivi notamment du service civique. Rythme : 1 réunion en présentiel par an et des réunions par visio.
- -> Développer des relations avec les référents régionaux et départementaux "Service Civique" Contacts par région et département, ils sont maintenant les incontournables du déploiement du Service Civique, pour des agréments locaux, mais aussi nationaux...Ces relations avec les référents régionaux seront aussi essentielles pour assurer le marché des formations des organismes d'accueil pour les projets de service civique à l'étranger.
- Prochaine date de réunion à fixer.

Agrément de Cotravaux pour accueillir des jeunes en service civique : Renouvellement en 2021

Les accueils de volontaires en service civique sont de nouveau possibles à partir de janvier 2022, 5 volontaires peuvent être accueillis (contrats de 8 mois en moyenne) au premier trimestre 2022 sur l'une des deux missions agréées. Les 3 derniers trimestres de 2022 et le 1^{er} trimestre 2023 seront à programmer vers le mois de novembre 2021, en lien avec les perspectives des associations régionales notamment.

Agrément 2021 de l'Agence du Service Civique

Mission 1: Promotion des engagements et des mobilités solidaires

Mission 2 : Agir pour la transition écologique et solidaire

Chantiers

La nouvelle dynamique autour du pôle « Travail volontaire » cité plus haut et la proposition notamment de rencontre le 17 décembre, le lendemain du Conseil d'administration, devra 11 rue de Clichy – 75009 Paris



permettre de définir les orientations, le plan d'actions et l'échéancier d'un groupe de travail autour des Chantiers.

Observo: collecte des données 2021

Chantiers et actions court terme : un enjeu = sortir les chiffres consolidés début 2022 pour alimenter les concertations régionales de début d'année !

NB : les volontariats courts (jusqu'à 2 mois), y compris CES court terme et volontariats d'équipe sont à intégrer dans les actions court terme !

Cette année, les questionnaires pour collecter les données sur les actions court terme, en France oui à l'étranger, ont été mis en ligne fin juillet, pour que les associations puissent remplir les questionnaires au fur et à mesure des actions. Des fichiers Excel sont aussi disponibles, comme les années précédentes, pour les associations qui ont un gros volume d'actions et des bases de données pouvant être utilisées pour compléter les tableaux. La volonté est d'avoir les chiffres consolidés 2021 très rapidement en 2022 afin de pouvoir répondre à la demande des associations régionales de pouvoir présenter ces données lors des concertations régionales de début d'année.

Au 14 octobre, 15 questionnaires « Actions court terme en France » ont été complétés :

- 2 par Alpes de Lumière
- 3 par l'association RESTe! (Cotravaux Auvergne-Rhône-Alpes)
- 6 par Études et Chantiers Ile-de-France
- 3 par Concordia PACA
- 1 par le Service Civil International

Rappel du site Observo pour la collecte 2021 : http://reseau-cotravaux.org/observo/?CollecteS

Volontariats long terme : Service Civique, CES long terme et autres volontariats de plus de 2 mois, en France ou à l'étranger = collecte en janvier 2022 pour les volontaires présents en 2021.

Comme chaque année, la collecte des données long terme se fera après la fin de l'année 2021 pour intégrer tous les contrats signés en 2021 (extraction ELISA pour les contrats de service civique, questionnaire pour les autres cadres de volontariat).

Dans l'équipe nationale, c'est aujourd'hui Véronique Busson qui assure la mission Observo, et qui reprendra contact avec les associations pour faire le point sur les éventuelles difficultés.

Programmes européens et International

La nouvelle dynamique autour du pôle « Travail volontaire » cité plus haut et la dernière réunion du Groupe Volontariats a réaffirmé le fait que ce groupe ne devait pas être centré autour du service civique mais bien pouvoir se doter de temps autour des programmes européens et de l'international globalement.

De même, ces sujets pourront être également abordés au niveau du Groupe Chantiers.

Enfin, au vu de la crise sanitaire, de ses nombreuses répercussions et en lien également avec l'urgence climatique, un temps de rencontre/formation/séminaire (format à définir, participants à définir) pourrait être proposé par Cotravaux à ses membres en 2022 pour échanger autour de l'impact de la crise notamment sur les mobilités et voir dans quelles mesures imaginer les mobilités et les chantiers de demain.

Campagnes

Rappels des dernières réunions :

-> Campagne autour du 5 décembre, journée mondiale du bénévolat et du volontariat :



Réalisation d'une campagne digitale (vidéo, visuels avec des posts sur réseaux sociaux, article sur le site de la campagne) autour du 5 décembre, journée internationale du bénévolat et du volontariat, pour valoriser et mettre en lumière des engagements volontaires, des bénévoles et des volontaires mais également, pour promouvoir les associations du réseau, les opportunités et actions qu'elles proposent durant l'année.

Calendrier: du lundi 29 novembre au vendredi 3 décembre 2021

Site: https://evenementdinformation.wordpress.com/

-> Campagne 2022 à destination des professionnels de jeunesse :

Après une campagne 2021 entièrement réalisée à distance concluante de très bons retours et d'une belle participation nationale (voir même internationale), les membres du Groupe Campagne ont souhaité pour la campagne pro 2022 proposer un format hybride avec un côté webinaire, qui a très bien fonctionné en 2021 et ouvert à des personnes de tout le territoire et même de l'international, et offrir la possibilité d'avoir une journée ou une demi-journée en présentiel pour clôturer la semaine et inviter les participants à venir rencontrer sur des stands toutes les associations du réseau et la plateforme France Volontaires. L'objectif sera la rencontre mais aussi d'approfondir les échanges, répondre à leurs interrogations et développer des potentiels partenariats avec ces professionnels et leurs structures.

Dates sélectionnées : du lundi 31 janvier au vendredi 4 février

Du 31 janvier au 3 février : format à distance (sessions chaque jour de 10h à 12h avec des thématiques bien identifiées : court et long terme, en France et à l'international, etc.)

Le 4 février : journée ou demi-journée en présentiel pour rencontrer les professionnels de jeunesse à Paris et en régions suivant les possibilités des Cotravaux régionaux.

- -> Campagne 2022 à destination du grand public : date et format à définir prochainement
- Prochaine date de réunion : 21 octobre de 14h à 16h en présentiel

Dans l'équipe nationale, c'est aujourd'hui Philippe Pereira qui assure le suivi de cette mission ainsi que du groupe de travail Campagne.

Formation

Le développement de cet axe prend toute sa dimension en 2021 :

- QUALIOPI: Pour l'équipe de Cotravaux, un énorme travail à poursuivre d'ici l'audit prévu le 3 décembre, Pour tout le réseau: une nouvelle rigueur pour s'inscrire, remplir les questionnaires, les évaluations.... Des efforts à maintenir dans la durée, des audits étant renouvelés à 18 mois et tous les 3 ans...

Lancement du travail pour cette certification, nécessaire pour avoir des financements de la formation professionnelle en 2022.

Lucile COQUELET, investie dans Solidarités Jeunesses, notamment dans les formations (et la certification QUALIOPI), a été recrutée à Cotravaux à mi-temps de septembre à décembre 2021 pour mettre en place les éléments permettant la certification. L'Audit est prévu le 3 décembre. Cela demande un travail conséquent à Lucile mais aussi à toute l'équipe d'ici là, pour pouvoir présenter les éléments nécessaires à justifier tous les critères de qualité, alors que la démarche n'était que très peu formalisée jusque-là. Le maximum est fait pour que les prochaines formations, « Animation de réseau » commençant le 19 octobre et « Formation de formateurs » des 9 et 10 novembre, répondent aux critères de qualité à toutes les étapes...

- Recrutement d'une chargée de mission Formation et Vie du réseau : Léone CLERC est arrivée sur ce nouveau poste le 14 octobre 2021.



- « Animation de réseau et outils collaboratifs » : demandée depuis longtemps, cette formation a été réfléchie avec le réseau Animacoop / GARC·ESS. Audrey Auriault animera cette formation particulièrement destinée aux associations régionales, qui comprend une journée mardi 19 octobre à Paris, et 2 ateliers pratiques d'une demi-journée à distance (10 novembre et 2 décembre le matin).
- Service Civique Formation des organismes d'accueil : Un marché public de l'Agence du Service Civique, un « Groupement solidaire » avec Unis-Cité et la Ligue de l'enseignement... un choix des instances de Cotravaux, un investissement fort des associations, mais de nombreux défis à relever...

Le marché public sur la formation des organismes d'accueil a été attribué cet été par l'Agence à un Groupement solidaire dont Cotravaux fait aujourd'hui partie pour la partie internationale, aux côtés d'Unis-Cité et de la Lique de l'enseignement (qui ont ce marché « formation des tuteurs » depuis 2011), et de l'UFCV pour les modules « Handicap ». Depuis le mois de juillet. 4 associations (Solidarités Jeunesses, le Service Civil International, l'Union REMPART et Concordia) se sont mobilisées pour travailler sur les 3 modules internationaux (Formation de base des structures françaises envoyant ou souhaitant envoyer des volontaires à l'étranger (1 jour) / Approfondissement - échanges de pratiques pour les structures françaises (1 jour) / Formation à distance des structures. Des sessions de travail collectif à Paris ont eu lieu en juillet et septembre, une prochaine rencontre est prévue début novembre (2 jours de mobilisation pour chaque session). Entre ces sessions, les réunions en visio et le travail à distance, le temps de travail consacré à ce marché est important, pour les 6 personnes des associations investies comme pour l'équipe nationale qui doit gérer par ailleurs les relations avec l'Agence et le Groupement solidaire Unis-Cité Ligue de l'enseignement... Dans ce marché, seules les formations elles-mêmes font l'objet du financement, pas les temps de préparation et de formation des formateurs... c'est donc pour le moment un investissement, pour Cotravaux comme pour les associations. Les sessions à Paris ont fait l'objet d'actions collectives de formation financées par Uniformation, ce qui permet la prise en charge de différents frais.

Prochaines échéances:

- * Liste des référents régionaux de Cotravaux : attendue, au moins partielle, mi-octobre...
- * 27 octobre : Réunion avec Agence, UC et la Ligue à Cotravaux sur la programmation des formations du lot international
- * Fin octobre : communication à l'Agence des livrables du lot international (déroulé des sessions, présentations aux stagiaires et documents ressources) pour validation par l'Agence des contenus et documents.
- * 9 et 10 novembre: formation de formateurs avec une guinzaine de personnes
- * Décembre : premières formations du lot international.
- * Des formations de formateurs devront être organisées, tant sur les aspects de gestion administrative des formations que sur les contenus et méthodes pédagogiques.

Locaux:

Lien avec le PAJEP pour organiser le dépôt d'archives du réseau : Françoise nous donne un coup de main d'ailleurs sur l'archivage des derniers dossiers encore à traiter et ce dossier.

Contacts auprès de nombreuses agences de la petite couronne ainsi que quelques communes pour avancer sur le dossier et voir si des opportunités pouvaient voir le jour dans les prochaines semaines et mois à venir.



Un constat partagé par quelques agents immobiliers : il existe très peu de biens avec les critères demandés (petite couronne, accès métro, espace bureaux et espace réunion/formation, plus de 150 m², budget maximum de 850 000 € honoraires inclus, etc.) aujourd'hui à la vente et les quelques biens mis en vente partent très rapidement.

Rencontres avec les associations :

Rencontre avec les Compagnons Bâtisseurs le 30 septembre :

- o Suzanne de Cheveigné, présidente
- o Miguel Berthelot, responsable de mission Volontariats
- Sébastien d'Ornano, directeur du département DEFI Engagement Formation Insertion



Annexe 2 : Actualités externes

Relations extérieures

DJEPVA

Sollicitation du cabinet ces derniers jours pour un rendez-vous avec la Secrétaire d'État afin notamment de faire un bilan de l'année des associations du réseau, lui réaffirmer notre souhait d'être impliqué dans la présidence française de l'UE, etc.

En attente d'un rendez-vous avec la nouvelle directrice de la Djepva, Emmanuelle Pérès et du nouveau sous-directeur éducation populaire, Gilles Nédelec

Organisation prochaine d'une réunion de bilan « chantiers » - surement novembre ?

Organisation d'une réunion de bilan été 2021 des ACM le 17 novembre 2021

Ministère de la Culture

Pérennisation du partenariat avec le Ministère de la Culture qui subventionne Cotravaux pour son travail de tête de réseau mais surtout pour le travail de l'Observatoire avec l'édition chaque année d'un Focus spécial Culture qui promeut et valorise les actions collectives, bénévoles et volontaires autour de la culture.

Montant actuel : 5 000 € par an.

Objectif de rencontrer le directeur du service patrimoine, M. Loyer Ascoet pour le rencontrer, échanger et voir si la subvention annuelle pourrait être augmentée en 2022.

Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères

Subvention 2021 obtenue d'un montant de 5 000 € et qui fait suite notamment à la réunion interministérielle, suivie d'une rencontre avec Mme Dommartin, déléguée aux partenariats et à la société civile du MEAE et du dépôt d'une demande de subvention.

Caisse Nationale d'Allocations Familiales

Rendez-vous le 10 novembre avec les représentantes de la CNAF :

- Ségolène DARY, Conseillère politiques familiale et sociale
- Alessandra SOLEILHAC, Conseillère politiques enfance et jeunesse
- peut-être également Edith VOISIN, Responsable du pôle parentalité, enfance, jeunesse

Parmi les points qui seront abordés lors de ce temps, la question de l'attribution de bons CAF à des jeunes participants à des chantiers de jeunes bénévoles et notamment les chantiers déclarés séjours spécifiques, la question de la validation potentielle par toutes les CAF en une seule fois des séjours chantiers (par un conventionnement national ?), et non chantier par chantier et CAF par CAF mais également, la possibilité pour la CNAF de soutenir le réseau Cotravaux à travers notamment la prochaine Convention d'Objectifs et de Gestion (COG 2022-2026), et/ou des projets portés par le réseau à destination de ses membres pour le développement d'offres de service de qualité en direction des familles.

Association des Maires de France

Rendez-vous le 6 décembre avec les représentantes de l'AMF, Nelly JACQUEMOT et Valérie BRASSART. L'objectif sera de promouvoir les chantiers, le réseau et ses membres, leurs actions et voir dans quelles mesures les communes de France peuvent venir davantage soutenir les associations de Cotravaux et leurs actions.



À développer

Pourparlers avec le Ministère de la Transition Écologique suite à un rendez-vous en visio pris à la suite de la réunion interministérielle avec notamment M. Bortzmeyer, chef du Commissariat Général au Développement Durable. L'objectif serait de valoriser une étude d'Observo autour des actions environnementales de notre réseau.

Poursuite des échanges entamés après la réunion interministérielle avec des représentants d'associations de collectivités territoriales (Association des Départements de France, France Urbaine) pour leur communiquer de l'information concernant les chantiers, le réseau, ses membres et leurs actions, et voir dans quelles mesures les départements, les grandes villes et métropoles peuvent venir davantage soutenir les associations de Cotravaux et leurs actions.

Service Civique

Formation civique et citoyenne :

Formalisation des consignes pour les formations civiques et citoyennes cet été. Une plus grande rigueur et une remise en cause des formations « internes ».

De nouvelles exigences 1 journée PSC1 + 2 jours minimum de formation "théorique", avec des consignes formalisées par <u>l'Instruction sur la Formation Civique et Citoyenne</u> du 30 avril 2021. Les DRAJES commencent à se saisir des éléments de l'instruction, avec le risque d'une réelle disparité d'application selon les régions, les départements. Cette question est à suivre avec attention, il reste encore à clarifier les consignes pour les formations organisées en interne (pour ses propres volontaires) par des associations disposant d'un agrément national.

Travail sur les « droits des volontaires » :

Un état des lieux et des recommandations pour clarifier ou faire évoluer les dispositions légales / la « doctrine » / l'information et la communication / la gestion administrative et financière. En débat notamment, la durée hebdomadaire. On pourrait aller vers un resserrement : de 24 à 28 h. Un argumentaire à travailler à Cotravaux ?

L'Agence a engagé un travail sur les droits des volontaires, à partir notamment des recommandations issues de la Consultation citoyenne sur le Service Civique menée début 2020 à l'occasion des 10 ans du service civique. Un groupe de travail a été réuni plusieurs fois pour émettre des avis sur un certain nombre de propositions, qui peuvent demander des évolutions d'ordres différents, y compris juridiques. Des mesures pour faciliter la vie des volontaires, dans les démarches administratives, les aides sociales, aider à la mobilité, à l'accès au logement, à la santé... Dans la Consultation citoyenne, de nombreuses contributions portent sur la durée des missions et l'indemnité, une indemnité égale pour des durées de 24 ou de 35 heures hebdomadaires étant vécue comme injuste... Dans les échanges du groupe de travail, il est clair que la modulation des indemnités en fonction du nombre d'heures n'est pas acceptable, tout comme, pour la majorité, des contrats de 35 heures (ou plus...) pour la confusion avec l'emploi salarié... La proposition présentée au dernier Comité stratégique le 28 septembre est de resserrer la fourchette hebdomadaire entre 24 et 28 heures (pour mieux concilier SC et études ou emploi alimentaire...). La position de Cotravaux portée par Véronique Busson dans ce groupe de travail a été de défendre qu'en réduisant la durée hebdomadaire du contrat, cela pousserait à considérer que ce temps doit être consacré à l'activité demandée au volontaire, à sa « mission », et non à la globalité d'un « projet d'accueil », incluant accompagnement, possibilité pour le jeune d'aller à des forums, des évènements, des rencontres associatives... Autre position défendue : la formalisation de la notion de « durée moyenne », pour tous les contrats et pas seulement pour les étudiants... mais cela ne semble pas retenu dans l'état actuel des travaux...



Loi confortant les principes républicains :

Malgré les nombreuses alertes et préconisations du Cnajep, du Mouvement Associatif et d'autres, la loi a été promulguée le 24 août 2021 en l'état, avec de nombreuses dispositions très contraignantes menaçant la liberté associative.

Parmi celles-ci, « Toute association ou fondation qui sollicite l'octroi d'une subvention au sens de l'article 9-1 auprès d'une autorité administrative ou d'un organisme chargé de la gestion d'un service public industriel et commercial s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain. »

Ou encore, « sont imputables à une association ou à un groupement de fait les agissements mentionnés au même article L. 212-1 commis par un ou plusieurs de leurs membres agissant en cette qualité ou directement liés aux activités de l'association ou du groupement, dès lors que leurs dirigeants, bien qu'informés de ces agissements, se sont abstenus de prendre les mesures nécessaires pour les faire cesser, compte tenu des moyens dont ils disposaient. »

→ Un décret doit donc prochainement fixer le contrat d'engagement républicain.

Le ministère souhaite consulter le Cnajep et le Mouvement Associatif autour de ce décret cependant, ces structures ne souhaitent plus y participer. Cette consultation se résume à une information. Au contraire, y opposer en bloc la charte d'engagement réciproque comme seule rédaction acceptable.

Il est important de renouveler une campagne d'informations qui permettrait de faire savoir à l'ensemble des associations ces nouvelles dispositions qui peuvent contraindre (de manière plus ou moins forte en fonction des tendances au pouvoir) leur action quotidienne.

ightarrow La DJEPVA doit ouvrir un processus de travail pour renouveler d'ici 24 mois les agréments JEP. Ces agréments seront délivrés pour une période de 5 ans, ils seront donc renouvelés tous les 5 ans après instruction.

Le Mouvement Associatif LMA et/ou le CNAJEP envisagent sérieusement de réaliser une nouvelle campagne publique d'alerte autour de la liberté associative et de la liberté d'expression.

Le Mouvement Associatif envisage également une saisine du conseil d'État pour abus de pouvoir.

France Volontaires

D'un statut associatif à un GIP...

Héritière de l'Association Française des Volontaires du progrès (AFVP), France Volontaires est la plateforme française des Volontariats Internationaux d'Échange et de Solidarité créée en 2009 sous la forme d'une association et désormais Groupement d'intérêt public « GIP France Volontaires ».

France Volontaires est le fruit d'une construction partagée entre des acteurs publics et associatifs impliqués dans la solidarité internationale.

Après notamment une alerte de la cour des comptes sur les comptes et l'utilisation notamment des subventions publiques (principalement celle provenant du MEAE), la structure a décidé d'entamer une démarche de transformation des statuts pour passer d'une association à un groupement d'intérêt public.

Depuis le début de l'année, toutes les instances de France Volontaires travaillent à cette transformation dont voici les grandes dates :



- 5 et 6 mai : séminaire des instances qui a étudié notamment cette transformation
- travail entre juillet et septembre sur un projet de convention constitutive
- avant le 31 août, il fallait que chaque membre de France Volontaires notifie son souhait ou non de poursuivre son adhésion après la transformation en GIP. Après étude et réflexion du Bureau de Cotravaux, celui-ci a souhaité poursuivre son adhésion pour promouvoir et valoriser le réseau, ses membres et ses spécificités, au sein du futur GIP tout en étant au centre des futurs échanges du GIP.
- 15 septembre : présentation du projet de convention constitutive au personnel de FV
- 16 septembre : Comité Directeur, étude du projet de convention constitutive
- 30 septembre : AGE, validation et adoption de la convention constitutive
- Après AGE : saisine formelle des différents ministères futurs membres du GIP qui ont 4 mois pour donner leur accord formel de création du GIP
- Objectif: transformation au 1er janvier 2022 (en fonction de la date de retour des Ministères).

Cotravaux a émis de nombreuses remarques, propositions d'amendements et demandes de précisions ou d'éclaircissements sur le projet de convention constitutive en amont du Comité Directeur du 16 septembre. Plus globalement, nous leur avons également rappelé que nous serons vigilants à ce que cette convention constitutive ne doit pas restreindre la liberté de ses membres à construire des partenariats et des échanges en dehors des dispositifs de l'État et des structures de France Volontaires comme les Espaces Volontariats par exemple.

Reprise du programme d'études : « Réciprocité et volontariat international »

La question de la réciprocité – dans le sens « accueil en France de volontaires venant de pays tiers » – est d'autant plus d'actualité qu'après le service civique qui permet ces accueils, la Loi de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales adoptée en août 2021 a modifié la loi 2005 relative au contrat de volontariat de solidarité internationale, permettant que des volontaires de pays hors UE et EEE réalisent un VSI en France (Articles 1 et 2 de la loi 2005).

CNAJEP:

Plaidoyer autour de la jeunesse et de l'éducation populaire – élections présidentielles 2022

Depuis plusieurs mois, les commissions permanentes du Cnajep travaillent à l'élaboration du plaidoyer en vue des élections de 2022. De plus, un atelier s'est tenu à l'Assemblée permanente des membres de mars 2021 et un autre à l'Assemblé générale du Cnajep de juin. Ces différents temps ont permis de poser les bases d'un plaidoyer en cours d'élaboration qui prendrait la forme suivante :

L'éducation populaire, une fabrique de la République.

- I. Partageons nos analyses
- II. La République avec l'éducation populaire et les jeunes
- III. Des enjeux prioritaires
- IV. Nos propositions Éducation populaire
- V. Nos propositions Politique jeunesse

La démarche globale est la suivante :

- Élaboration d'un plaidoyer
- Mise en débat et portage de ce plaidoyer lors d'un événement d'interpellation des candidat.es à la présidentielle 2022



Cet événement prendrait la forme suivante :

Date: 16 décembre 2021

Lieu: public attendu entre 250 et 350 personnes.

À Paris, lieu pas encore arrêté.

Durée

Toute une soirée : horaires à définir mais surement entre 18h et 22h en gros

Des enjeux doivent particulièrement être réfléchis et travaillés collectivement à l'aune des questions de jeunesse et d'éducation populaire :

- L'enjeu démocratique
- L'enjeu de l'insertion dans la société de toutes et de tous et notamment des plus fragiles
- L'enjeu de la transition écologique
- L'enjeu de la transition numérique
- > Clôture en plénière

Les Crajep réfléchissent également à articuler à cet évènement l'organisation de débats régionaux avec et pour les jeunes autour des enjeux électoraux. Cela dépendra de la possibilité de mobilisation dans chaque région.

Mobilisation d'une douzaine de personnes de Cotravaux pour se rendre à cet événement et, si possible également, des régions pour une participation au niveau local, en lien avec les Crajep.

Rencontres nationales de l'éducation populaire

La Ville de Poitiers (Léonore Moncond'huy maire EELV et issue de l'éducation populaire, ancienne membre des Eef) propose d'organiser des Rencontres nationales de l'Éducation populaire. En effet, à l'été, la Maire de Poitiers a partagé sa volonté de coorganiser avec le Cnajep et les associations de jeunesse et d'éducation populaire un grand temps fort de valorisation de l'éducation populaire sur plusieurs jours qui pourraient contenir plusieurs temps : débat, formation, soirée festive, ...

Le Cnajep est invité à intégrer le COPIL. Deux attentions ont cependant été transmises : l'importance de la pluralité des collectivités participantes à cet événement et le calendrier qui doit permettre la mobilisation des AJEP et du Cnajep.

À suivre...

Comité National Erasmus + Jeunesse - Corps Européen de Solidarité

Le Comité national « Erasmus + Jeunesse - Corps européen de solidarité » contribue à l'orientation et l'évaluation des programmes communautaires Erasmus + Jeunesse et Corps Européen de Solidarité 2021-2027. Il formule des avis et propose des orientations sur la mise en œuvre de ces programmes. Il est consulté deux fois par an sur :

- L'adaptation au plan national des orientations définies par la Commission européenne;
- La mise en œuvre des actions d'information, de formation et de valorisation des programmes ;
- L'évaluation des actions par l'intermédiaire du rapport d'activités et d'un rapport financier qui lui sont présentées chaque année par l'Agence Erasmus + France Jeunesse & Sport.

Pour information, la Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative a sollicité le Cnajep fin avril dernier pour proposer des candidatures afin de siéger au Comité national « Erasmus + Jeunesse – Corps européen de solidarité ».

11 rue de Clichy - 75009 Paris



Ainsi, Cotravaux a proposé la candidature en tant que titulaire de Noémie Lhoir, coordinatrice Volontariats au sein de Solidarités Jeunesses, qui a été acceptée. Noémie siège donc au nom de Cotravaux au Comité national « Erasmus + Jeunesse - Corps européen de solidarité » depuis.

Mouvement Associatif:

Mon association, je l'adore, j'y adhère

Le Mouvement associatif et Hexopée ont lancé le 13 septembre 2021 une grande campagne d'adhésion « Mon association, je l'adore, j'y adhère ! » sur Internet, les réseaux sociaux, dans la presse écrite et sur le terrain, avec le soutien du Secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et de l'Engagement.

À retrouver ICI

Conseil d'orientation des politiques de jeunesse (COJ) :

Contributions du COJ:

Contribution aux réflexions européennes portant sur la valorisation des compétences sociales liées à l'engagement adoptée le 6 septembre 2021 : https://www.jeunes.gouv.fr/Contribution-aux-reflexions

Renouvellement du COJ:

Né de la fusion entre le Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse, le Conseil national de la jeunesse et le Conseil national des missions locales, le Conseil d'orientation des politiques de jeunesse, placé auprès du Premier ministre, contribue à la coordination et à l'évaluation des politiques publiques relatives à la jeunesse de 16 à 30 ans, à l'éducation populaire et au dialogue entre les acteurs concernés par ces politiques.

À la demande du Premier ministre ou du ministre chargé de la jeunesse, le conseil examine toute question d'intérêt général en matière de politique de jeunesse, d'éducation populaire ou relative à l'insertion professionnelle des jeunes et peut être consulté sur les projets de loi et de textes réglementaires relatifs à ces sujets.

Le conseil peut adresser au Gouvernement toutes propositions relatives aux politiques publiques de jeunesse et d'éducation populaire.

Le COJ a été créé par décret d'octobre 2016 pour une durée de cinq ans, renouvelable. Il a été renouvelé par décret le 8 octobre 2021 (Elsa Bouneau, après 3 ans de mandat à la présidence a d'ailleurs d'ores et déjà cédé sa place à Omar Didi) : https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044173126

Les enjeux globaux au COJ sont de pouvoir installer cet espace comme un lieu de concertation tantôt saisi par le gouvernement sur les grands textes et projets « jeunesse et éducation populaire » et tantôt en auto-saisine sur des objets qui intéressent les membres du Cnajep. Pour la commission éducation populaire, deux priorités : globalité et continuité éducatives : de la nécessaire complémentarité des acteurs éducatifs sur les territoires ; des initiatives citoyennes au pouvoir d'agir : restaurer une confiance dans la démocratie.

Pour la commission insertion des jeunes, plusieurs priorités : la formation initiale et continue et l'orientation : relation entre formation et monde du travail ; les freins à l'insertion des jeunes : mobilité, décrochage, compétences, niveau de vie, logement, santé, etc. ; autonomie et droits sociaux ; accès et accompagnement dans l'emploi ; gouvernance des acteurs de l'insertion ; participation des jeunes à l'élaboration et à l'évaluation des politiques d'insertion.



Dans le cadre de ce renouvellement, le Cnajep est invité à proposer, en veillant à respecter la parité :

- 3 représentants titulaires et 3 représentants suppléants de moins de 30 ans au titre du collège des jeunes et de leurs organisations
- 3 représentants titulaires et 3 représentants suppléants au titre du collège des associations et des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire

Ces représentants seront amenés à siéger en séance plénière au moins 2 fois par an et à participer à des commissions de travail. Ils ou elles sont nommés pour une durée de 3 ans renouvelable une fois.

Les représentants du collège des associations et des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire seront de fait membres soit de la commission Éducation populaire soit de la commission Insertion des jeunes, et de la formation spécialisée pour l'agrément des associations au titre des activités de jeunesse et d'éducation populaire.

Les membres titulaires et suppléants qui seront nommés s'engagent à participer à une réflexion collective interne au Cnajep en se réunissant en amont de chaque plénière et en participant à la commission Éducation populaire ou Politique jeunesse du Cnajep afin de construire du sens et des perspectives à porter collectivement au sein du COJ.

Échanges de la Plénière de la possibilité ou non de proposer une candidature au Cnajep au nom de Cotravaux soit pour le collège des jeunes et de leurs organisations soit pour le collège des associations et des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire.